

CDFN mai 2014

reprise des mobilisations

contribution Unité & Action

Le dernier CDFN se tenait au lendemain d'une journée nationale interprofessionnelle (18 mars) et à quelques jours des municipales. Si le contexte de division syndicale, mais aussi les modalités de mobilisations qui n'étaient pas du fait de la FSU ont abouti à une mobilisation essentiellement militante, les élections qui ont suivi ont été marquées par une forte abstention et la perte, par le Parti socialiste mais aussi par d'autres formations de gauche, d'un grand nombre de municipalités. Elles ont aussi été marquées par l'entrée de l'extrême droite en responsabilité dans quelques villes significatives.

Le président de la République a réagi en nommant un nouveau premier ministre, et en réaffirmant le choix d'une politique économique centrée sur la mise en œuvre du « Pacte de responsabilité », la baisse du « coût du travail » et la réduction du déficit public essentiellement par une diminution de la dépense publique.

La politique de l'offre confirmée

Cette politique est porteuse de régressions pour notre pays. La « politique de l'offre » est une fuite en avant vers le moins-disant social, qui aggrave les inégalités partout où elle a été mise en œuvre, enfonce les populations dans l'austérité et, de l'aveu même d'économistes pourtant acquis à la cause libérale, obère les possibilités de reprise et de croissance tant le tissu social et productif est mis à mal. Elle est économiquement inefficace et socialement injuste. C'est pourtant bien la voie qui est empruntée aujourd'hui, même si le gouvernement prétend rester attentif aux situations des foyers les plus modestes.

L'annonce du plan de 50 milliards d'économies, qui se traduit dans la fonction publique par trois années supplémentaires de gel du point d'indice et de nouvelles coupes budgétaires, a décidé les organisations syndicales qui y étaient jusqu'à présent réticentes à accepter le principe d'une journée d'action unitaire. Le 15 mai aura vu ainsi 7 fédérations des fonctions publiques appeler ensemble les agents à manifester et à faire grève. Même si les défilés étaient en progression en nombre et en dynamique, la mobilisation en demi-teinte, en nombre de grévistes, doit nous interpeller sur les formes d'actions que nous devons mettre en œuvre pour rassembler plus significativement les personnels, ne pas les épuiser dans des mouvements trop minoritaires et sans rebonds possibles.

Réforme territoriale : à haut risque

Dans la foulée des mesures d'économies, le nouveau gouvernement de Manuel Valls a lancé une vaste réforme de l'organisation territoriale. Reprenant l'argument du « millefeuille » supposé être redondant, il espère ainsi réaliser 12 à 15 milliards d'économies, essentiellement en économies « d'échelle ». Cette annonce précipitée vient alors même que le bilan des réformes précédentes (décentralisation...) n'a jamais été fait, et que la concertation sur ce projet aux conséquences multiples tant pour les agents que pour les usagers du service public risque de se traduire par une dégradation des missions assurées (notamment celles relevant de l'action sociale et de la solidarité territoriale).

La FSU, doit prendre toute sa place dans ce débat à tous les niveaux, dans l'ensemble de la fonction publique, y associer les personnels concernés, car cette réforme risque de marquer le pays et son organisation sociale pour les décennies à venir.

Ce débat ne saurait occulter par ailleurs la question de la réforme fiscale, trop rapidement évacuée, qui doit être de nouveau posée, en alternative aux politiques actuellement mises en œuvre.

Une défiance grandissante

Toutes ces mesures, ces orientations et ces projets n'apportent pour l'heure aucune réponse immédiate et perceptible aux inquiétudes légitimes des salariées, des personnes en recherche d'emploi, des jeunes et des retraités. Comment s'étonner dans ces conditions, de l'écart grandissant entre le politique et la population ? Comment s'étonner de la montée du populisme et des idées d'extrême-droite ? Dans ce contexte, les élections européennes du 25 mai risquent bien d'aboutir à un nouveau paradoxe : alors que le

rejet des politiques d'austérité grandit un peu partout en Europe, c'est bien le repli sur soi, la peur de l'autre qui risque de s'exprimer dans les urnes, faute de projet lisible, ambitieux et porteur pour une « autre Europe ».

S'appuyer sur les mobilisations

Pour la FSU, il s'agit maintenant de s'appuyer sur ces premières mobilisations unitaires, pour aller encore plus loin dans la rencontre des collègues, poser les questions de l'investissement public, de la protection sociale, des salaires, à tous les niveaux.

Des initiatives de convergences et d'échanges entre les mouvements associatifs, politiques et syndicaux ont été lancées. Si elles peuvent constituer des points d'appuis, nous devons garder à l'esprit que la masse de nos concitoyens à convaincre se trouve le plus souvent en-dehors de ces circuits, et que le mouvement syndical a une responsabilité propre pour contribuer aux alternatives et poser les débats avec les personnels.

Pour cela, aucune forme d'action ne doit être écartée a priori : votation citoyenne, débats, nouvelles journées de mobilisation, dès lors qu'elles permettent de rassembler au-delà des seuls cercles militants.

La campagne des professionnelles qui est maintenant lancée doit être l'occasion d'amplifier cette démarche en investissant tous les secteurs.

Il y va de la représentativité de la FSU mais aussi de la crédibilité du syndicalisme que nous portons.